



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté complémentaire visant à modifier les conditions de remise en état
de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société GSM
sur le territoire de la commune de Barbonville**

N° 2024-0131
AIOT 0006206504

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement, et notamment son article L.512-1 ainsi que ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées prévue à l'article R.511-9 du Code de l'environnement, dans sa dernière version du 19 octobre 2023, et notamment sa rubrique 2510 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2004-601 du 24 octobre 2005, complété par les arrêtés préfectoraux 2012-655 du 29 octobre 2012 et 2014-0225 du 15 juillet 2014 autorisant la société GSM à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Barbonville ;

Vu la demande de modification des conditions de remise en état présentée par la société GSM transmise à l'inspection le 1^{er} décembre 2022, complétée le 23 mai 2023 et le 12 janvier 2024

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé NW/CM/0164_2023 en date du 18 avril 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 19 avril 2024 par voie dématérialisée ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société GSM sur le territoire de la commune de Barbonville de la carrière de matériaux alluvionnaires doivent être modifiées afin d'entériner la modification des conditions d'exploitation sollicitée ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la CDNPS sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société GSM, dont le siège social est sis 4 place des Saisons – Tour Alto – 92400 COURBEVOIE, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires située sur le territoire de la commune de Barbonville sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2004-601 du 24 octobre 2005, modifiées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 :

L'article 71 de l'arrêté préfectoral 2004-601 du 24 octobre 2005, complété par les arrêtés préfectoraux 2012-655 du 29 octobre 2012 et 2014-0715 du 15 juillet 2014, est modifié et complété comme suit :

« Article 16.1

En fin d'exploitation, l'exploitant remet le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

La remise en état des lieux est précisée par le **plan de réaménagement final modifié** annexé au présent arrêté et est effectuée conformément aux dispositions présentées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter la carrière et dans le dossier de modification des conditions de remise en état. »

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-8 et L. 521-17 du Code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 5 : Exécution et publicité de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société GSM

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Barbonville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **22 MAI 2024**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF

ANNEXE à l'arrêté préfectoral n° 2024-0131 visant à modifier les conditions de remise en état de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société GSM sur le territoire de la commune de Barbonville



Réaménagement final



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY, le

22 MAI 2024

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Julien LE GOFF